

**DÉBUT DU BAC DEMAIN**

# Une autre épreuve pour Benghebrit

**Les épreuves du baccalauréat 2016 débutent demain. Environ 818 518 élèves (contre 850 000 en 2015) concourront à cet examen. Parmi eux, 268 221 se présenteront en candidats libres.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Depuis que le phénomène de la triche est devenu monnaie courante durant cet examen, le ministère de l'Education multiplie les mises en garde et les admonestations à l'encontre des élèves fraudeurs.

Pour cette année, on annonce une série de mesures qualifiées de rigoureuses, de concert entre les services de sécurité et le ministère de la Poste et des TIC, pour contrer toute tentative de fraude aux épreuves du baccalauréat.

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, s'est réunie récemment avec les ministères de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, et de la Défense nationale représentée par la Gendarmerie nationale, avec pour ordre du jour l'examen des détails techniques liés aux examens officiels, notamment le baccalauréat. Les candidats fraudeurs encourent en cas de

triche avérée notamment à l'aide d'un téléphone portable, l'exclusion pour une durée de cinq ans. Et quand bien même le candidat ne l'utilise pas (téléphone portable), cela représente tout de même une tentative de fraude aux yeux du ministère de l'Education.

Pour éliminer tout risque de tricherie, les services du ministère de l'Education prévoient, entre autres mesures, d'équiper les centres d'examen de moyens permettant de détecter tout dispositif électronique servant à entrer en contact avec l'extérieur.

La possibilité de couper le réseau de téléphonie mobile durant les épreuves a été posée, cependant cette option n'a pas été possible puisque la question relève des libertés individuelles.

On évoque même la mise en place d'une cellule dotée d'équipements de haute technologie qui aura pour mission, tout au long de la période des épreuves,



818 518 élèves concourent au bac.

de signaler toute éventuelle tentative de fraude.

L'interdiction de l'introduction de téléphones portables dans les classes d'examen concerne non seulement les élèves, mais aussi les encadreurs (enseignants, surveillants et agents) tant pour les épreuves des examens du

BEM que du baccalauréat. L'épreuve de cette année 2016 intervient aussi en pleine polémique autour de la proposition de l'enseignement des langues maternelles, et des nouveaux programmes dont l'élaboration aurait été confiée à des experts français. Ce qui s'est révélé

complètement faux et la ministre du secteur a dû s'expliquer plus d'une fois à ce sujet.

«L'aspect positif, c'est que nous sommes passés d'une démarche de programme basée sur des contenus matière par matière, à une démarche de curriculum qui prend en ligne de compte non seulement les savoirs et les matières mais également les méthodes et les outils, l'évaluation et la formation qui doivent obligatoirement accompagner la mise en œuvre de ce programme», a expliqué M<sup>me</sup> Benghebrit.

Des programmes élaborés par des experts nationaux spécialisés regroupant des professeurs d'université, des inspecteurs et surtout des enseignants. «Depuis janvier 2015, nous sommes dans cette entreprise de formation. Près de 500 cadres ont été formés. Nous avons donné la priorité pour les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années primaires et la 1<sup>re</sup> année de collège parce que c'est à ce niveau-là que les manuels scolaires vont être mis en œuvre en 2016-2017», observe la ministre.

Y. D.

## **LES ISLAMO-CONSERVATEURS CONTINUENT DE CHAHUTER L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME EN ALGÉRIE**

# Mohamed Aïssa dénonce des sorties partisans sans fondement

**En réponse à une question d'un membre du Conseil de la nation au sujet de la Convention internationale de lutte contre toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aïssa, a dénoncé une sortie partisane vaine et sans fondement.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - La Convention internationale de lutte contre toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (Cedaw), ratifiée par l'Algérie en 1996, semble inquiéter le RND aujourd'hui.

Jeudi dernier, au Conseil de la nation, le sénateur Béchar Hosni Saïdi a porté ces appréhensions dans une question orale au

ministre des Affaires religieuses et des Wakfs Mohamed Aïssa, soulignant ce qu'il a qualifié de «conséquences néfastes» de la mise en œuvre par l'Algérie des articles de ladite convention.

Dans sa réponse, le ministre, qui s'est déployé pour le rassurer, a dénoncé «une sortie médiatique et partisane vaine et sans aucun fondement». Il a

affirmé que l'Algérie «reste attachée aux réserves qu'elle a formulées au sujet des articles qui sont contraires aux préceptes de la religion musulmane et à l'identité nationale». Les appréhensions du membre du Conseil de la nation concernant notamment les dispositions de la convention liées à l'égalité des sexes face au mariage.

Mohamed Aïssa a soutenu que «l'Etat est conscient de la sensibilité de la question» et que «les réserves émises par l'Algérie sont maintenues». Il a noté que «vingt ans après l'adoption de cette convention, aucun dérapage n'a été constaté comme le dit M. Saïdi, comme le mariage sans l'approbation du tuteur ou autre».

Et d'ajouter : «Le gouvernement poursuivra ses efforts en matière de promotion et d'insertion de la femme, pour garantir son émancipation et consolider ses droits, et œuvre à lutter contre toutes formes de violence à l'égard des femmes, en renforçant les instruments de protection juridique et les mécanismes de contrôle».

Dans ce sillage, il convient de rappeler que la loi contre les violences à l'égard des femmes adoptée en décembre dernier est restée bloquée pendant des mois dans les tiroirs des deux chambres du Parlement à cause



Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

d'une polémique nourrie essentiellement par les élus d'obédience islamiste qui l'ont jugée non conforme à la Charia et n'ont pas manqué de la chahuter dans des termes frôlant la violence verbale.

Cette loi complétant le code pénal a introduit, faut-il le rappeler, les notions de «harcèlement dans les lieux publics» et de «harcèlement moral conjugal» ainsi que de lourdes sanctions pour réprimer les abus. Les islamistes y ont vu «un encourage-

ment des femmes à se rebeller contre leurs maris» et sont allés jusqu'à accuser les initiateurs de cette loi de «vouloir détruire la famille algérienne».

Or, ce sont désormais les élus du Rassemblement national démocratique (RND) qui portent les appréhensions islamistes par rapport aux droits accordés aux femmes, chahutant l'émancipation de la femme qui est, à leurs yeux, contraire aux préceptes de l'islam.

L. H.

## **TRANSPORT**

# Tous les projets entamés seront finalisés selon Talai

Jeudi au Conseil de la nation, le ministre des Transports, Boudjemaâ Talai, a déclaré que «tous les projets du secteur déjà entamés seront finalisés».

Talai, qui s'est exprimé en marge d'une séance de questions orales, a souligné que «les projets gelés sont des projets secondaires d'aucun intérêt économique».

Dans sa réponse au sénateur Mohamed Ketcha, au sujet du retard accusé dans la réalisation de la ligne ferroviaire électrifiée Alger-Djelfa, qui passe par les wilayas de Blida et de Médéa, le ministre a évoqué des entraves liées essentiellement à la libération du tracé (expropriations, déplacement des réseaux d'électricité et du gaz, etc.). Il s'est engagé à faire le nécessaire quant à l'avancement des travaux.

L. H.